

Une intervention étrangère au Mali ?

A ce stade, on n'en est qu'aux hypothèses, mais au rythme où vont les choses au Mali, l'idée d'une intervention extérieure pourrait prendre du corps dans les prochaines 48 heures, lorsque le Conseil de sécurité aura examiné la question, notamment sous son aspect financier, juridique et logistique.

On verra le rôle éventuel des Nations unies, qui disposent de casques bleus en Côte d'Ivoire et au Liberia, deux pays d'où des forces peuvent facilement être distraites pour une période donnée. Cela s'est déjà produit lorsque des membres de la mission au Liberia sont venus renforcer leurs homologues en Côte d'Ivoire, pendant la crise électorale.

Toutefois, à ce stade, l'impulsion pour une intervention au Mali ne vient pas des Nations unies, mais de la Cédéao.

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) avait initialement envisagé d'intervenir au Mali en usant de cette menace pour chasser du pouvoir les putschistes qui s'en sont emparés dans la nuit du 21 au 22 mars. Seulement, étant donné la cadence à laquelle l'armée malienne s'effondre depuis le coup d'état, et l'avancée des rebelles, l'idée d'une intervention demeure, mais elle est en voie de requalification express et commence à ressembler à une force d'interposition déployée pour briser la percée des forces du MNLA et d'Ansar Dine en direction de Bamako. Les rebelles, certes, se trouvent encore à 800 kilomètres de la capitale malienne où un embargo "total" de la région a été mis en place dès lundi soir pour tenter de pousser dehors le capitaine Sanogo et ses pairs et rendre le pouvoir aux civils.

Mais que le temps compte est une évidence : les rebelles sont en route, ils vont vite, personne ne sait s'ils ont l'intention de s'arrêter à Mopti, où une partie de la garnison loyaliste (grosse base de l'arme de l'air à Sévaré) est déjà en fuite.

S'il devait y avoir des troupes pour briser cette avancée, elles ne devraient pas être françaises, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, l'a assuré. Mais Paris propose déjà d'apporter une aide logistique à une éventuelle opération de la Cédéao. Jusqu'à la mi-mars, la rébellion progressait par à coups, et semblait éprouver des difficultés prévisibles. Les rebelles manquaient d'essence, avaient des soucis de munition, bref, semblaient enfermés dans les habituelles contraintes de régions difficiles. Tout ceci semblait assez loin, vu de Bamako, sauf lors de deux événements-traumatismes : la prise d'Aguelhoc suivie de la diffusion d'images de soldats mutilés (l'origine de ces images fait débat mais le mal est fait). Puis la chute de Tessalit, importante base de l'extrême Nord, avec une piste aérienne stratégique qui intéresse beaucoup les Etats-Unis. Mais la réaction à ce début de désastre, ce fut le coup d'état qui n'a fait qu'amplifier la dégradation de la situation et achever dans le désordre les derniers signes de résistance de l'armée malienne.

A Dakar, lundi, les participants au sommet régional (auxquels s'étaient joints des représentants de la France, de l'Algérie et de la Mauritanie entre autres), ont pu prendre la mesure de la détermination de la Côte d'Ivoire et des pays qui la soutiennent (Libéria, Bénin, Niger). L'annonce exacte semble encore bien vague, puisque il est question de la "mise en place immédiate" d'une force militaire "d'attente" de la Cédéao, comme l'a expliqué le président ivoirien, Alassane Ouattara. Les douze chefs d'Etat présents ont aussi "demandé au comité des chefs d'état-major de se réunir dès cette semaine à Abidjan pour voir les modalités d'activation de cette force", a-t-il ajouté. Ces mêmes chefs d'état-major étaient déjà venus tâter le terrain en fin de semaine passée, alors qu'une force militaire de 2.000 hommes était mise en alerte, ce qui ne signifie pas grand chose.

Même si on ignore encore la composition éventuelle de la force à ce stade, tout pourrait aller très vite. Le Nigeria envisage de se porter volontaire, comme contributeur de troupes (le pays a une longue expérience des forces de la Cédéao, nommées Ecomog, pour Ecomog monitoring Group, du nom de leur première version, déployée au Liberia où les troupes nigérianes s'étaient du reste terriblement mal comportées). Une force de la Cédéao (Ecomog en anglais) avec un éventuel mandat des Nations unies pourrait se déployer aux environs de Mopti, pour bloquer l'avancée rebelle. Mais au rythme où vont les forces du MNLA, Mopti pourrait être atteint dans les heures qui viennent. Trop tard pour agir ? Derrière, il y a Ségou, puis plus grand chose avant Bamako... Un dispositif plus ambitieux est aussi à l'étude, qui projetterait des forces dans le Nord, selon des modes opératoires qui sont au stade des discussions. Rien n'est encore clair, mais le sentiment de l'urgence domine, compte tenu de l'effondrement de l'armée malienne, qui n'est pas du seulement, on peut le constater, à des problèmes de matériel, comme l'ont affirmé les putschistes. Depuis plusieurs années, des militaires brillants ont été mis à l'écart sous le régime d'ATT, parce qu'ils faisaient potentiellement de l'ombre aux responsables porches du président. Le népotisme, et le clientélisme se sont installés dans de nombreux rouages de l'armée. Promotions, nominations, et jusqu'au recrutement, ont été dévoyés par la corruption. C'est un ancien officier supérieur désormais occupé par des fonctions dans le civil, qui le raconte en détail. Ses nombreuses anecdotes illustrent le principe général : des membres de sa propre famille ont été contraints de recourir à des "appuis" pour progresser dans leur carrière. Cet état de corruption a miné l'armée de l'intérieur. A présent, il est devenu évident qu'elle ne sera plus en mesure de reprendre le contrôle du Nord, et risque même d'ouvrir le Sud aux rebelles. Raison pour laquelle les chefs d'état de la région veulent mettre sur pied une force de force d'interposition, très vite.

Le Monde

Le 03 avril 2012